

ÉTAT A : TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 706 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres de formation professionnelle* [28 juillet 1948] (p. 4980, 4982) ; *le retire* (p. 4983) ; — de la proposition de loi portant application de la sécurité sociale aux étudiants : *Discussion générale* [4 août 1948] (p. 5333) ; Art. 5 : *Amendement de M. Barangé tendant à baser la participation de l'Etat sur les cotisations des étudiants* (p. 5335) ; — du projet de loi tendant au redressement économique et financier ; Art. 7 : *Son amendement tendant à excepter de la compétence des pouvoirs réglementaires les centres d'apprentissage et de formation professionnelle* [10 août 1948] (p. 5674, 5675) ; — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République ; Art. 4 : *Son amendement relatif à l'âge nécessaire pour l'éligibilité* [12 août 1948] (p. 5739) ; — d'une proposition de résolution relative à l'attribution de la prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 529, 530, 531) ; *Son amendement tendant à verser la prime entière aux salariés de moins de 16 ans* (p. 548, 549). — Dépose une demande d'interpellation : sur le congédiement des membres du syndicat de l'arsenal de Brest [7 février 1950] (p. 1018) ; — sur les incidents de Brest et l'arrestation illégale de Marie Lambert et d'Alain Signor, Députés du Finistère [25 avril 1950] (p. 2806) ; la développe [27 avril 1950] (p. 3010, 3011, 3012) ; *Discussion générale* (p. 3019, 3020, 3021) ; *Ordre du jour de M. de Menthon approuvant l'attitude du Gouvernement* [28 avril 1950] (p. 3038). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; MARINE MARCHANDE, Chap. 3040 : *Amendement de M. Guiguen tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour protection et surveillance des pêches (pêche au marsouin)* [8 juin 1950] (p. 4530) ; Chap. 6070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement des avaries non couvertes par les assurances* [9 juin 1950] (p. 4558, 4559) ; — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées ; Art. 39 : *Son amendement tendant à prévoir une subvention de l'Etat pour les dépenses d'attribution de l'allocation* [13 décembre 1950] (p. 9035, 9036) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales ; Art. 1^{er} : *Son amende-*

ment tendant à majorer les allocations familiales des fonctionnaires [8 février 1951] (p. 929) ; *Son amendement tendant à porter la majoration de 20 à 30 0/0* (p. 931) ; *Son amendement tendant à verser les allocations familiales pour les jeunes apprentis* (p. 932, 933) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à ouvrir des crédits pour l'augmentation des prestations familiales des travailleurs de l'Etat* (p. 944, 945) ; *le retire* (p. 945) ; — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à porter l'allocation à 55.000 francs par an sans abattement de zone* [9 février 1951] (p. 995, 996, 997) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 5050 : *Formation professionnelle des adultes* [21 mars 1951] (p. 2258, 2259) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 2261). — Dépose une demande d'interpellation sur la grève des ouvriers de l'arsenal de Brest [12 avril 1951] (p. 3203). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3401, 3402, 3403) ; — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales ; Art. 1^{er} : *Son amendement relatif aux allocations familiales dues pour les apprentis* [30 avril 1951] (p. 4343) ; — du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4020 : *Sa demande de disjonction de l'abattement sur le fonds national de chômage* [8 mai 1951] (p. 4802).

PAUL (M. Marcel), Député de la Haute-Vienne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre de la Commission de la production industrielle [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 195).

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur l'interpellation de M. Lespès relative à la gestion

des entreprises nationalisées [13 juin 1947] (p. 2098, 2099, 2100). = Donne sa démission de Député [20 avril 1948] (p. 2089).

PAULY (M. Paul), Député de la Creuse.

Donne sa démission de Député [6 décembre 1950] (p. 8724) (1).

PAUMIER (M. Bernard), Député du Loir-et-Cher.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34) [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé représentant de l'Assemblée Nationale au sein de la Commission de contrôle de la circulation monétaire [11 mars 1946] (p. 796). — Est nommé membre de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276).

Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole et à autoriser de nouvelles plantations de vignes, **n° 74**. — Le 21 décembre 1946, une proposition de loi relative à la remise en valeur de terres incultes et tendant à favoriser l'accroissement de la production agricole, **n° 182**. — Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à réorganiser l'Ecole nationale

d'horticulture de Versailles, **n° 344**. — Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier de la loi du 13 avril 1946 instituant le statut du fermage et du métayage, les exploitations agricoles remises en culture, **n° 373**. — Le 7 mars 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 671 du Code civil (loi du 20 août 1881) et à modifier la distance de la ligne séparative pour les plantations d'arbres d'essence forestière, **n° 872**. — Le 11 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'autres dispositions pour répartir équitablement les surplus allés, **n° 897**. — Le 26 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Gros et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures tendant à débloquer, pour les vins récoltés en 1946, les déclarations de récoltes des viticulteurs titulaires d'un titre de propriété viticole ou ayant contracté un bail de fermage ou de métayage viticole au plus tard le 15 février 1946, **n° 1065**. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), Etat A, Présidence du Conseil (VI. — Haut-Commissariat à la distribution et Etat C, Monnaies et médailles, **n° 1556**. — Le 26 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 16 janvier 1947 créant la commission administrative de la Sologne, et à désigner une Commission d'enquête pour vérifier la gestion et les comptes du commissariat à la Sologne, **n° 1844**. — Le 7 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à payer d'urgence la prime de 75 francs par quintal de blé, en application de la décision gouvernementale qui porta le prix du blé à 1.078 francs les 100 kilos pour toute la campagne, **n° 1919**. — Le 8 juillet 1947, une proposition de loi tendant à abroger l'acte dit loi du 27 juin 1941 instituant le commissariat à la Sologne, **n° 1932**. — Le 11 juillet 1947, une proposition de loi tendant à affecter 1 0/0 du produit de la vente des médailles de l'Administration des monnaies et médailles aux œuvres sociales de cette Administration gérées par le comité d'entreprise,

(1) M. Pauly, qui avait été proclamé Député par la Commission de recensement du département de la Creuse le 25 novembre 1950, en remplacement de M. Cerclier, décédé, a donné sa démission avant que l'Assemblée procède à sa validation.